

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Saint-Jérôme | 75017 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Lison Lefebvre, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Saint-Jérôme pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Signature _____ Date 10 mai 2021

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	26
Situation financière par organismes	27
Charges par objets	28
Excédent (déficit) accumulé	29
Avantages sociaux futurs	33

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	40
Analyse des charges consolidées	52

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Ville de Saint-Jérôme,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la VILLE DE SAINT-JÉRÔME (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE SAINT-JÉRÔME au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE DE SAINT-JÉRÔME inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés



CATHERINE MILLETTE, CPA auditrice, CA
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Saint-Jérôme, 10 mai 2021

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	117 330 300	117 772 915	112 932 427
Compensations tenant lieu de taxes	2	7 487 000	7 783 108	7 645 465
Quotes-parts	3			
Transferts	4	3 990 510	11 837 930	10 990 366
Services rendus	5	6 460 676	5 104 038	6 594 173
Imposition de droits	6	6 994 900	9 924 407	7 745 659
Amendes et pénalités	7	4 524 800	3 258 578	4 242 592
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	1 100 000	656 725	1 535 772
Autres revenus	10	172 513	5 741 053	8 196 944
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	148 060 699	162 078 754	159 883 398
Charges				
Administration générale	14	20 561 965	16 018 436	19 632 767
Sécurité publique	15	35 819 600	36 774 438	33 704 290
Transport	16	37 352 500	36 584 527	36 579 567
Hygiène du milieu	17	24 520 400	24 927 543	18 229 837
Santé et bien-être	18	733 400	550 651	735 841
Aménagement, urbanisme et développement	19	4 793 900	4 609 310	3 379 888
Loisirs et culture	20	21 224 616	18 254 576	19 423 614
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	8 505 794	8 157 611	8 345 713
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	153 512 175	145 877 092	140 031 517
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(5 451 476)	16 201 662	19 851 881
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		288 244 721	268 392 840
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		288 244 721	268 392 840
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		304 446 383	288 244 721

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	47 784 117	41 268 880
Débiteurs (note 5)	2	37 665 809	42 305 806
Prêts (note 6)	3	193 299	193 299
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	3 475 901	
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	89 119 126	83 767 985
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	129 446	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	36 145 197	36 425 521
Revenus reportés (note 12)	12	1 724 349	1 728 383
Dette à long terme (note 13)	13	249 627 655	254 478 910
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		352 313
Autres passifs (note 14)	15		
	16	287 626 647	292 985 127
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(198 507 521)	(209 217 142)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	496 939 519	491 752 064
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	4 415 640	4 455 978
Stocks de fournitures	20	1 195 007	1 012 248
Autres actifs non financiers (note 18)	21	403 738	241 573
	22	502 953 904	497 461 863
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	304 446 383	288 244 721

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(5 451 476)	16 201 662	19 851 881
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	31 362 536)	31 198 916)
Produit de cession	3		66 346	78 203
Amortissement	4	26 073 751	26 099 302	25 586 476
(Gain) perte sur cession	5		19 296	(71 224)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	26 073 751	(5 177 592)	(5 605 461)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		30 475	22 897
Variation des stocks de fournitures	10		(182 758)	32 794
Variation des autres actifs non financiers	11		(162 166)	15 397
	12		(314 449)	71 088
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	20 622 275	10 709 621	14 317 508
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(209 217 142)	(223 534 650)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(209 217 142)	(223 534 650)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(198 507 521)	(209 217 142)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	16 201 662	19 851 881
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	26 099 302	25 586 476
Autres			
▪ (Gain) Perte sur cession	3	19 296	(71 224)
▪ Reclassement des PDR	4	(9 863)	
	5	42 310 397	45 367 133
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	4 639 997	(4 382 593)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(280 323)	(1 263 083)
Revenus reportés	9	(4 034)	344 027
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(3 828 214)	(474 710)
Propriétés destinées à la revente	11	40 338	22 897
Stocks de fournitures	12	(182 759)	32 794
Autres actifs non financiers	13	(162 166)	15 397
	14	42 533 236	39 661 862
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(31 362 536)	(31 198 916)
Produit de cession	16	66 346	78 203
	17	(31 296 190)	(31 120 713)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	46 517 425	54 754 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(51 533 239)	(60 334 456)
Variation nette des emprunts temporaires	25	129 446	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	164 559	(12 980)
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	(4 721 809)	(5 593 436)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	6 515 237	2 947 713
Solde déjà établi	31	41 268 880	38 321 167
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	41 268 880	38 321 167
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	47 784 117	41 268 880

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Jérôme est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes et créé par le décret # 1044-2001 sanctionné le 26 septembre 2001 par le gouvernement du Québec ainsi que ses amendements.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidée à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la Ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

La Ville participe aux deux partenariats suivants : la Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord et la Régie intermunicipale de l'aréna régional de la Rivière-du-Nord.

Les comptes de la Ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la Ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la Ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la Ville dans les opérations de la Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord pour l'exercice est de 57,00 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 59,18 % en début d'exercice à 59,05 % à la fin de l'exercice.

Le taux de participation de la Ville dans les opérations de la Régie intermunicipale de l'aréna régional de la Rivière-du-Nord pour l'exercice est de 70,50 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 72,06 % en début d'exercice à 71,75 % à la fin de l'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

La Ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, l'obsolescence des stocks, la valeur nette de réalisation des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, la juste valeur des dons d'infrastructures des promoteurs, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs

Les actifs sont composés des actifs financiers et des actifs non financiers.

a) Actifs financiers

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur nette de recouvrement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

b) Actifs non financiers**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût des immobilisations détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures :	15 à 40 ans
Bâtiments :	40 ans
Améliorations locatives :	7 à 15 ans
Véhicules :	3 à 20 ans
Machinerie, outillage et équipement :	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau :	5 à 10 ans
Autres :	2 à 10 ans

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

D) Passifs**Revenus reportés**

Les montants perçus à l'égard des revenus reportés sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues.

Frais reportés

Les frais d'émission et les frais de refinancement liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état consolidé de la situation financière.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créiteurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville à certains employés à contrat est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la méthode suivante : valeur lissée - 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés. Depuis 2020, l'excédent ne peut faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	47 688 436	41 173 518
Découvert bancaire	2 ())
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪ Placement	4	95 681	95 362
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	47 784 117	41 268 880
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	17 687 113	12 027 994
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	28 812 014	36 224 198

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

5. Débiteurs

		2020	2019
Taxes municipales	11	9 810 598	7 556 892
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	204 801	2 671
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	17 565 831	17 009 671
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	1 201 607	6 349 211
Organismes municipaux	15	46 490	114 476
Autres			
▪ Divers	16	6 650 305	8 907 975
▪ Contraventions à recevoir	17	2 186 177	2 364 910
	18	37 665 809	42 305 806
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	11 109 856	12 201 169
Organismes municipaux	20	43 652	43 652
Autres tiers	21		
	22	11 153 508	12 244 821
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	126 069	138 630

Note**6. Prêts**

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24	193 299	193 299
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28	193 299	193 299
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

8. Avantages sociaux futurs

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	4 862 000	966 000
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(1 386 099)	(1 318 313)
	37	3 475 901	(352 313)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	5 403 000	5 280 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	107 786	108 848
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	5 594	6 920
Régimes de retraite des élus municipaux	42	104 809	100 513
	43	5 621 189	5 496 281

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**

La Ville dispose d'une marge de crédit d'un montant maximum autorisé de 20 000 000 \$. Ce crédit porte intérêt au taux préférentiel de l'institution financière moins 0,80 % et est renouvelable annuellement.

La Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord dispose d'une marge de crédit bancaire de 150 000 \$. Ce crédit porte intérêt au taux préférentiel de l'institution financière et est renouvelable annuellement.

Emprunt à demande

La Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord dispose d'un emprunt à demande de 912 925 \$. Cet emprunt porte intérêt au taux préférentiel de l'institution financière et est renouvelable en décembre 2024. Ces ouvertures de crédit bancaire sont utilisées pour les opérations courantes. Au 31 décembre 2020, le solde utilisé est de 219 200 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	11 245 620	15 508 157
Salaires et avantages sociaux	48	7 467 426	4 829 204
Dépôts et retenues de garantie	49	6 592 043	6 840 210
Provision pour contestations d'évaluation	50	549 466	18 941
Autres			
▪ Gouvernement du Québec	51	481 256	428 166
▪ Gouvernement du Canada	52	89 387	96 317
▪ Autres organismes	53	481 292	326 579
▪ Intérêts courus	54	1 353 152	1 590 500
▪ Autres	55	7 885 555	6 787 447
	56	36 145 197	36 425 521

Note**12. Revenus reportés**

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57	50 179	6 526
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	1 176 189	1 042 070
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Activités saisonnières, divers	67	486 337	671 727
▪ Quote-part investissement	68	4 320	4 574
▪ Commandites Flambeaux/Autres	69	7 324	3 060
▪ Divers	70		426
	71	1 724 349	1 728 383

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	4,00	2021	2030	72	245 875 875	250 691 827
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres	5,43	5,43	2022	2022	79	5 675 209	5 875 071
					80	251 551 084	256 566 898
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(1 923 429)	(2 087 988)
					82	249 627 655	254 478 910

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2021	83		23 076 385		211 764	23 288 149
2022	84		21 156 396		223 410	21 379 806
2023	85		20 331 213		234 699	20 565 912
2024	86		20 244 030		247 652	20 491 682
2025	87		19 395 487		261 320	19 656 807
2026 et plus	88		141 672 364		4 496 364	146 168 728
	89		245 875 875		5 675 209	251 551 084
Intérêts et frais accessoires	90		()		()	
	91		245 875 875		5 675 209	251 551 084

Note**14. Autres passifs**

	2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	
Assainissement des sites contaminés	93	
Autres		
▪	94	
▪	95	
▪	96	
▪	97	
	98	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

15. Actifs financiers nets (dette nette)

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	(198 507 521)	(209 217 142)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 ())
Autres	101 ())
	102	(198 507 521)	(209 217 142)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	143 483 507	1 674 196		145 157 703
Eaux usées	104	153 397 257	3 426 245		156 823 502
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	311 378 713	12 101 331		323 480 044
Autres					
▪ Autres	106	87 449 851	2 932 434		90 382 285
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	68 384 419	2 893 368		71 277 787
Améliorations locatives	110	1 600 748			1 600 748
Véhicules	111	10 962 934	885 398	366 991	11 481 341
Ameublement et équipement de bureau	112	9 392 920	1 155 024		10 547 944
Machinerie, outillage et équipement divers	113	17 898 576	294 577	1 049 098	17 144 055
Terrains	114	35 307 200	615 511		35 922 711
Autres	115	4 157 927	(113)		4 157 814
	116	843 414 052	25 977 971	1 416 089	867 975 934
Immobilisations en cours	117	4 515 587	5 384 565		9 900 152
	118	847 929 639	31 362 536	1 416 089	877 876 086
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	55 018 274	3 496 370		58 514 644
Eaux usées	120	71 226 876	3 705 708		74 932 584
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	140 515 215	11 184 111		151 699 326
Autres					
▪ Autres	122	39 983 408	3 373 381		43 356 789
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	21 667 143	1 692 067		23 359 210
Améliorations locatives	126	1 100 466	67 931		1 168 397
Véhicules	127	6 828 211	708 622	340 541	7 196 292
Ameublement et équipement de bureau	128	7 511 783	722 457		8 234 240
Machinerie, outillage et équipement divers	129	9 833 413	945 506	999 769	9 779 150
Autres	130	2 492 786	203 149		2 695 935
	131	356 177 575	26 099 302	1 340 310	380 936 567
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	491 752 064			496 939 519
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133	404 689			404 689
Amortissement cumulé	134	(25 293)	(10 117)		(35 410)
Valeur comptable nette	135	379 396			369 279

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136	2 310 080	2 310 080
Immeubles industriels municipaux	137	1 972 141	2 002 616
Autres	138	133 419	143 282
	139	4 415 640	4 455 978
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	4 415 640	4 455 978

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪ Divers	142	403 738	162 000
▪ assurances payées d'avance	143		79 573
▪	144		
Autres			
▪	145		
▪	146		
	147	403 738	241 573

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 42 764 500 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les prochains exercices financiers les sommes suivantes, présentées selon la dépense nette (dépense incluant une portion de la taxe de vente du Québec) :

2021	-	15 086 683 \$
2022	-	11 147 736 \$
2023	-	7 861 341 \$
2024	-	5 199 989 \$
2025 et suivantes	-	3 468 751 \$

La Ville a également contracté un contrat en assurance collective par le biais d'un regroupement d'assurances collectives administré par l'UMQ. Ce dernier est valide jusqu'au 31 mai 2024 et les taux sont recalculés chaque année à partir de l'expérience de l'année précédente. Le montant de cette obligation ne peut donc pas être évalué.

20. Droits contractuels

Dans le cadre de ses opérations, la Ville a conclu des accords à long terme échéant jusqu'en 2025 donnant lieu à des droits contractuels. Un montant de 6 618 495 \$ sera encaissé au cours des cinq prochains exercices selon l'échéancier suivant :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

2021	-	1 422 283	\$
2022	-	1 336 159	\$
2023	-	1 321 018	\$
2024	-	1 274 420	\$
2025	-	1 264 615	\$

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
Gestion D.G. Guilbault	99 999	99 999	99 999
	148	99 999	99 999

La Ville de Saint-Jérôme a accepté de se rendre caution pour le bail à intervenir avec Gestion D.G. Guilbault ltée et le Club de gymnastique Les Zénith de Saint-Jérôme inc., pour un montant ne pouvant excéder 99 999 \$ pour la durée totale du bail. Résolution CM-8516/13-03-19 pour une période de 5 ans du 1er mars 2013 au 28 février 2018 et reconduite par la résolution CM-12133/18-02-20 pour 5 périodes additionnelles de 1 an se terminant le 28 février 2023.

B) Auto-assurance

La Ville assure trente-huit principaux emplacements et s'auto-assure pour les autres emplacements de moindre envergure.

C) Poursuites

Des contestations d'évaluations foncières de l'ordre de 37 342 596 \$ qui correspond à une valeur au rôle contestée de 196 939 300 \$ contre une valeur demandée de 159 596 704 \$. À cet égard, la Ville a une provision sur contestations d'évaluation dans ses livres au 31 décembre 2020 de 549 466 \$.

Diverses réclamations et poursuites judiciaires estimées à près de 3.6 M \$ ont été entreprises contre la Ville :

- caution - travaux : 2,0 M \$
- recours en dommages matériels: 1,2 M \$
- autres : 0,4 M \$

Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il est impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques et les montants qu'elle pourrait être appelée à verser. La Ville a tout de même provisionné à ces états financiers un montant de 1,3 M \$ relativement à ces poursuites.

Certaines de ces réclamations ont été transmises aux assureurs de la Ville qui en ont pris fait et cause. Advenant un accueil favorable ou défavorable de certaines de ces réclamations, la franchise et/ou réclamation non provisionnée serait imputée aux résultats de l'exercice en cours.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

D) Autres

Suite à l'application de la norme comptable SP3260 au 1er janvier 2015, la Ville a identifié un terrain qui est potentiellement contaminé. Aucun montant n'a été comptabilisé au rapport financier en lien avec ce site, car la Ville a reçu la confirmation du Ministère qu'elle pourra vendre le terrain sans le décontaminer. Les frais de décontamination seront à la charge de l'acheteur.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

Les états financiers consolidés ont été redressés afin de considérer des financements à long terme des activités d'investissement qui sont plutôt attribué à des transferts dans les revenus d'investissement. Par conséquent la portion des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme a augmenté pour tenir compte de l'attribution des dettes qui seront assumées par le gouvernement du Québec.

En conséquence de ces redressements, les postes suivants aux états financiers consolidés, ont été augmentés (diminués) de la façon suivante :

État consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019

Financement des investissements en cours (2 816 707)\$

Investissement net dans les immobilisations et autres actifs 2 816 707 \$

État consolidé de l'excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales au 31 décembre 2019

Financement à long terme des activités d'investissement (1 755 699)\$

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé est constitué de la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville est également présentée dans les résultats détaillés par organismes.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

26. Incidences résultant de la pandémie de Covid-19

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'écllosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme une pandémie mondiale, qui continue de se propager au Canada et dans le monde. La pandémie de COVID-19 et les mesures prises en réaction à l'écllosion ont entraîné des perturbations temporaires importantes des activités de la Ville. Ces mesures ont notamment entraîné la fermeture de plusieurs commerces et la cessation d'activités depuis le mois de mars a eu pour effet de réduire certains types de revenus dont les revenus de stationnement, les amendes et les services rendus. Une reprise partielle des activités a ensuite été possible à partir de juin, mais des mesures importantes demeurent en place à la suite des directives émises par le gouvernement du Québec. La Ville a pris et continuera de prendre des mesures à la suite de ces événements afin d'en minimiser les répercussions. Toutefois, à la date de mise au point définitive du rapport financier, la durée et les incidences de la COVID-19 restent inconnues. Par conséquent, il est impossible d'estimer de façon fiable les incidences que la durée et la gravité de la pandémie pourraient avoir sur les résultats financiers, les flux de trésorerie et la situation financière de la Ville pour les exercices futurs.

La Ville s'est vue octroyée une aide financière de 6 546 247 \$ \$ du Ministre des Affaires municipales et de l'Habitation afin d'atténuer les impacts de la pandémie sur ses finances. La Ville peut utiliser cette aide pour compenser à la fois les pertes de revenus et les coûts supplémentaires liés à la pandémie.

27. Événement postérieur à la date des états financiers

En janvier 2021, la Ville a octroyé un contrat pour la construction d'un nouveau complexe sportif multifonction d'une valeur de 26.79 M \$.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Budget 2020	Réalizations 2020			
	Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	112 881 485	117 330 300	117 737 449			117 737 449
Compensations tenant lieu de taxes	2	7 645 465	7 487 000	7 783 108			7 783 108
Quotes-parts	3					2 593 851	
Transferts	4	3 962 496	3 809 000	11 757 848		81 895	11 839 743
Services rendus	5	6 072 644	5 947 000	4 654 238		449 800	5 104 038
Imposition de droits	6	7 745 659	6 994 900	9 924 407			9 924 407
Amendes et pénalités	7	4 242 592	4 524 800	3 258 578			3 258 578
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	1 535 772	1 100 000	656 725			656 725
Autres revenus	10	640 787	133 900	529 375		75 741	605 116
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	144 726 900	147 326 900	156 301 728		3 201 287	156 909 164
Investissement							
Taxes	13	50 942		35 466			35 466
Quotes-parts	14					14 543	
Transferts	15	6 905 721		(1 813)			(1 813)
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	7 508 507		5 066 742			5 066 742
Autres	18	19 250		69 195			69 195
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	14 484 420		5 169 590		14 543	5 169 590
	21	159 211 320	147 326 900	161 471 318		3 215 830	162 078 754
Charges							
Administration générale	22	19 037 123	19 626 100	15 315 470	702 966		16 018 436
Sécurité publique	23	32 691 955	34 707 300	35 789 010	985 428		36 774 438
Transport	24	23 770 813	24 484 100	23 429 233	13 155 294		36 584 527
Hygiène du milieu	25	10 631 924	16 868 900	17 233 195	7 694 348		24 927 543
Santé et bien-être	26	735 841	733 400	550 651			550 651
Aménagement, urbanisme et développement	27	3 327 610	4 720 200	4 563 597	45 713		4 609 310
Loisirs et culture	28	16 071 104	18 356 900	15 660 835	2 973 360	2 228 775	18 254 576
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	7 894 487	8 063 800	7 735 492		422 119	8 157 611
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	25 044 643	25 604 900	25 557 109	(25 557 109)		
	33	139 205 500	153 165 600	145 834 592		2 650 894	145 877 092
Excédent (déficit) de l'exercice	34	20 005 820	(5 838 700)	15 636 726		564 936	16 201 662

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Réalisations 2019</u>	<u>Budget 2020</u>	<u>Réalisations 2020</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>	
					<u>Total consolidé¹</u>	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	20 005 820	(5 838 700)	15 636 726	564 936	16 201 662
Moins : revenus d'investissement	2	(14 484 420)	()	(5 169 590)	(14 543)	(5 169 590)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	5 521 400	(5 838 700)	10 467 136	550 393	11 032 072
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	25 044 643	25 604 900	25 557 109	542 193	26 099 302
Produit de cession	5	70 965		66 050	296	66 346
(Gain) perte sur cession	6	(67 075)		19 592	(296)	19 296
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	25 048 533	25 604 900	25 642 751	542 193	26 184 944
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	23 555		76 631		76 631
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	23 555		76 631		76 631
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	(72 961)				
Remboursement de la dette à long terme	17	(19 963 779)	(19 964 600)	(20 619 647)	(716 952)	(21 336 599)
	18	(20 036 740)	(19 964 600)	(20 619 647)	(716 952)	(21 336 599)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(69 441)	(934 000)	(588 071)	(82 381)	(520 233)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	275 648	314 100	1 562 929	(26 564)	1 536 365
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 543 671	288 400	476 650		476 650
Réserves financières et fonds réservés	22	1 124 742	777 900	1 326 924		1 326 924
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(4 109 718)	(248 000)	(1 277 000)		(1 277 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(1 235 098)	198 400	1 501 432	55 817	1 542 706
	26	3 800 250	5 838 700	6 601 167	(118 942)	6 467 682
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	9 321 650		17 068 303	431 451	17 499 754

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalizations 2019		Réalizations 2020	
		Administration municipale Redressé note 23	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	14 484 420	5 169 590	14 543	5 169 590
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(3 982 981)	(565 094)	()	(565 094)
Sécurité publique	3	(799 093)	(4 349)	()	(4 349)
Transport	4	(14 161 327)	(13 581 920)	()	(13 581 920)
Hygiène du milieu	5	(8 201 564)	(4 865 338)	()	(4 865 338)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(203 305)	(1 735 727)	()	(1 735 727)
Loisirs et culture	8	(3 977 528)	(10 677 946)	(67 838)	(10 610 108)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(31 325 798)	(31 430 374)	(67 838)	(31 362 536)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	(658)	(46 156)	()	(46 156)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	16 774 103	17 371 242		17 371 242
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	69 441	588 071	(82 381)	520 233
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	7 838			
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17	2 127 777	1 419 404		1 419 404
	18	2 205 056	2 007 475	(82 381)	1 939 637
	19	(12 347 297)	(12 097 813)	(14 543)	(12 097 813)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	2 137 123	(6 928 223)		(6 928 223)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2019		2020	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
		Redressé note 23			
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	40 920 722	47 012 726	771 391	47 784 117
Débiteurs (note 5)	2	42 263 476	37 596 543	69 266	37 665 809
Prêts (note 6)	3	193 299	193 299		193 299
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		3 475 901		3 475 901
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	83 377 497	88 278 469	840 657	89 119 126
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10			129 446	129 446
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	36 006 260	35 880 068	265 129	36 145 197
Revenus reportés (note 12)	12	1 720 323	1 712 705	11 644	1 724 349
Dette à long terme (note 13)	13	239 609 474	235 449 833	14 177 822	249 627 655
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	352 313			
Autres passifs (note 14)	15				
	16	277 688 370	273 042 606	14 584 041	287 626 647
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(194 310 873)	(184 764 137)	(13 743 384)	(198 507 521)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 16)	18	473 458 405	479 255 891	17 683 628	496 939 519
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	4 455 978	4 415 640		4 415 640
Stocks de fournitures	20	1 008 784	1 191 291	3 716	1 195 007
Autres actifs non financiers (note 18)	21	169 378	319 713	84 025	403 738
	22	479 092 545	485 182 535	17 771 369	502 953 904
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	14 633 034	17 745 420	610 076	18 355 496
Excédent de fonctionnement affecté	24	5 623 312	9 975 635	31 156	10 006 791
Réserves financières et fonds réservés	25	10 986 967	17 706 005		17 706 005
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(7 152 071)	(5 675 209)	(38 632)	(5 713 841)
Financement des investissements en cours	27	5 967 165	(2 862 407)		(2 862 407)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	254 723 265	263 528 954	3 425 385	266 954 339
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	284 781 672	300 418 398	4 027 985	304 446 383
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
Rémunération	1	59 448 600	57 384 945	57 928 013	55 595 018
Charges sociales	2	13 685 700	13 444 377	13 531 295	12 850 596
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	35 876 200	33 928 852	34 985 447	35 909 952
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	7 807 000	7 488 096	7 520 421	7 648 409
D'autres organismes municipaux	8	1 700	1 718	391 512	399 250
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	255 100	254 912	254 912	334 294
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11		(9 234)	(9 234)	(36 240)
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	7 277 600	6 726 874	4 118 481	3 293 076
Transferts	13				
Autres	14	11 500	2 730	2 730	2 500
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	2 257 800	1 455 523	1 455 523	1 998 070
Amortissement des immobilisations	17	25 604 900	25 557 109	26 099 302	25 586 476
Autres					
▪ CREANCES DOUTEUSES	18	10 000	(6 795)	(6 795)	91 969
▪ RECLAMATION ET DOMMAGE	19	301 200	(1 233 080)	(1 233 080)	(4 943 168)
▪ AUTRES	20	628 300	838 565	838 565	1 301 315
	21	153 165 600	145 834 592	145 877 092	140 031 517

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	18 355 496	14 715 125
Excédent de fonctionnement affecté	2	10 006 791	5 627 904
Réserves financières et fonds réservés	3	17 706 005	10 986 967
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	5 713 841)	(7 196 257)
Financement des investissements en cours	5	(2 862 407)	6 063 585
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	266 954 339	258 047 397
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	304 446 383	288 244 721

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	17 745 420	14 633 034
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	610 076	82 091
	11	18 355 496	14 715 125

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Programme façade et Québec	12	86 610	436 919
▪ Budget - Exercice suivant	13	2 958 000	
▪ BIPA Budget 2020	14		371 136
▪ Situations exceptionnelles	15	2 500 000	2 500 000
▪ Ester en justice	16	1 000 000	1 000 000
▪ Assurance générale	17	1 000 000	1 000 000
▪ Imprévis - Déneigement	18	2 000 000	
▪ Confection du rôle	19	220 000	
▪ Divers projet	20	211 025	315 257
	21	9 975 635	5 623 312
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Budget d'investissement	22	4 592	4 592
▪ Restaurations de la pulperie	23	26 564	
▪	24		
	25	31 156	4 592
	26	10 006 791	5 627 904

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Boues usées	27 1 014 383	1 738 159
▪ Gestion des actifs	28 4 783 192	862 446
▪ Élections municipales	29 655 058	288 997
▪ Confection de plans et devis	30 571 052	292 258
▪ Litiges/ Réclamations	31 494 386	207 074
	32 7 518 071	3 388 934
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 2 293 384	243 752
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 4 375 915	6 606 319
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41 1 876 266	24 900
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪ Fonds de stationnement & FPTJ	45 51 392	51 392
▪ Fonds du logement social	46 1 590 977	671 670
	47 10 187 934	7 598 033
	48 17 706 005	10 986 967

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (	)( 1 277 000)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()()
Autres	52 ()()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ()()
	54 (	)( 1 277 000)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()()
Assainissement des sites contaminés	56 ()()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()()
Autres		
▪	58 ()()
▪	59 ()()
	60 (	)( 1 277 000)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()()
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()()
Utilisation du fonds de roulement	64 ()()
Mesure relative aux frais reportés	65 ()()
Autres		
▪	66 ()()
▪	67 ()()
	68 ()()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ()()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ()()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ()()
Autres		
▪ Frais financiers	72 (38 632)	(44 186)
▪	73 ()()
	74 (38 632)	(44 186)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	(5 675 209) (5 875 071)
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
▪	79	
	80	(5 675 209) (5 875 071)
	81 (5 713 841)	(7 196 257)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	8 504 298	13 904 534
Investissements à financer	83 (	11 366 705)(	7 840 949)
	84	(2 862 407)	6 063 585
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	496 939 519	491 752 064
Propriétés destinées à la revente	86	4 415 640	4 455 978
Prêts	87	193 299	193 299
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	501 548 458	496 401 341
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	501 548 458	496 401 341
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (	249 627 655)(	254 478 910)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	1 923 429)(	2 087 988)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	11 243 124	12 300 109
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	5 713 841	5 912 845
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98 (	234 594 119)(	238 353 944)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ())
	100 (	234 594 119)(	238 353 944)
	101	266 954 339	258 047 397

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	_____	2
Régimes supplémentaires de retraite	2	_____	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Saint-Jérôme parraine deux régimes de retraite à prestations déterminées, soit le Régime de retraite des employés du Service de police de la Ville de Saint-Jérôme et le Régime de retraite en faveur des employés de la Ville de Saint-Jérôme. Ces régimes de retraite sont contributifs et prévoient des prestations basées sur le salaire de chaque année durant la participation active ou sur la moyenne des salaires à la retraite. Les dernières évaluations actuarielles ont été produites au 31 décembre 2019. Les contestations en cours relativement à la Loi RRSMD n'empêchent pas la constatation de la réduction des bénéficiaires des participants actifs. Il existe cependant un risque lié à cette interprétation.

La Loi RCR et la Loi RRSMD prévoient la constitution du fonds de stabilisation lequel est alimenté par des cotisations de stabilisation et des gains actuariels. Selon la situation financière, le fonds de stabilisation doit servir à financer les cotisations d'équilibre ou à octroyer de l'indexation après la retraite. Le règlement du Régime prévoit que le fonds de stabilisation doit atteindre le niveau de la PED du Nouveau volet.

L'employeur et les employés du Régime de retraite des employés du Service de police de la Ville de Saint-Jérôme versent à parts égales toutes les cotisations requises au Nouveau volet du Régime. L'employeur et les employés du Régime de retraite en faveur des employés de la Ville de Saint-Jérôme versent à parts égales toutes les cotisations requises au Nouveau volet du Régime.

		2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	966 000	446 000
Charge de l'exercice	4 (	5 403 000 )(	5 280 000)
Cotisations versées par l'employeur	5	9 299 000	5 800 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	4 862 000	966 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	238 603 000	214 818 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	238 603 000 )(	214 818 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	4 862 000	966 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	4 862 000	966 000
Provision pour moins-value	12 (_____)(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	4 862 000	966 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (_____)(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (_____)(_____)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 110 000	9 364 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 110 000	9 364 000
Cotisations salariales des employés	21 (5 099 000)	(4 374 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 5 011 000	4 990 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 402 000	327 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 5 413 000	5 317 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 12 458 000	11 350 000
Rendement espéré des actifs	33 (12 468 000)	(11 387 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 (10 000)	(37 000)
Charge de l'exercice	35 5 403 000	5 280 000
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 17 044 000	15 711 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (12 468 000)	(11 387 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 4 576 000	4 324 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (8 874 000)	(5 415 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 7 657 000	6 855 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 253 743 000	224 117 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 23 069 000	21 852 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 32 762 000	18 681 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 14	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,80 %	5,77 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,80 %	5,77 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,10 %	3,12 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	2
Autres avantages sociaux futurs	54	2

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville accorde une prime d'incitation à la retraite aux employés permanents du service de police et du service des incendies, de mille dollars (1 000 \$) par année de service pour un maximum de vingt mille dollars (20 000 \$) aux conditions suivantes :

1. Avoir entre cinquante-cinq (55) ans et cinquante-neuf (59) ans;
2. Avoir avisé la Ville au plus tard le 31 décembre précédent la date de son intention de prendre sa retraite;
3. Prendre sa retraite avant d'avoir atteint soixante (60) ans.

Cette prime est versée à son départ, dans son régime enregistré d'épargne-retraite (REER) ou au comptant, au choix de l'employé.

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (1 318 313)	(1 273 023)
Charge de l'exercice	56 (107 786)	(108 848)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 40 000	63 558
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (1 386 099)	(1 318 313)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (1 386 099)	(1 318 313)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (1 386 099)	(1 318 313)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (1 386 099)	(1 318 313)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (1 386 099)	(1 318 313)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 107 786	108 848
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 107 786	108 848
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75 107 786	108 848
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 107 786	108 848
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	
Rendement espéré des actifs	85 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	
Charge de l'exercice	87 107 786	108 848
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	
Prestations versées au cours de l'exercice	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime de retraite par financement salarial	108	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109	
Autres régimes	110	
	111	

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 112 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

Les employés de la Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord participent à un régime volontaire d'épargne retraite où la cotisation de la Régie égale la cotisation de l'employé pour un maximum de 3 %.

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	113	
Régime de retraite simplifié	114	
REER	115	5 594
Autres régimes	116	6 920
	117	5 594
		6 920

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2020	2019
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	12
		13

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2020	2019
Cotisations des élus au RREM	119	31 101	29 826
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	104 809	100 513
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121		
	122	104 809	100 513
Note			

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	75 768 200	75 450 666	67 407 149
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	17 144 300	17 286 884	16 317 289
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	4 815 100	4 882 960	5 487 552
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8	180 700	267 070	202 093
	9	97 908 300	97 887 580	89 414 083
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	5 995 400	5 979 642	6 007 143
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	3 045 200	3 079 011	3 058 154
Matières résiduelles	13	5 638 500	5 696 858	5 622 549
Autres				
▪ fosses septiques	14	295 400	297 310	295 094
▪ Serv. mun. tarifications	15	6 000		4 186 684
▪	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	384 000	430 740	399 317
Service de la dette	18	4 057 500	4 366 308	3 898 461
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21		35 466	50 942
	22	19 422 000	19 885 335	23 518 344
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	19 422 000	19 885 335	23 518 344
	27	117 330 300	117 772 915	112 932 427

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	<u>Réalisations</u>	<u>Réalisations</u>
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	2020	2020	2020	2019
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	2 267 600	2 469 518	2 469 518
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	2 267 600	2 469 518	2 469 518
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	1 689 300	1 730 671	1 730 671
Cégeps et universités	34	875 300	825 518	825 518
Écoles primaires et secondaires	35	2 145 400	2 230 691	2 230 691
	36	4 710 000	4 786 880	4 786 880
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	6 977 600	7 256 398	7 256 398
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	154 200	154 209	154 209
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45	154 200	154 209	154 209
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46	355 200	372 501	372 501
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48	355 200	372 501	372 501
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité				
	49			
Autres				
	50			
	51			
	52	7 487 000	7 783 108	7 783 108
				7 645 465

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54	641 000	1 076 591	820 624
Sécurité incendie	55			10 000
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	93 100	141 647	99 842
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	1 500	1 445	12 904
Réseau de distribution de l'eau potable	69	45 100	74 262	55 151
Traitement des eaux usées	70	68 700	68 659	138 400
Réseaux d'égout	71	102 300	116 752	331 944
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	550 000	626 628	592 951
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78		11 004	11 004
Autres	79			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84	4 100	46 943	54 104
Promotion et développement économique	85			
Autres	86	2 000	1 964	4 201
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	8 900	8 891	40 645
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	196 900	354 578	196 735
Autres	89	46 300	52 000	76 210
Réseau d'électricité	90			
	91	1 759 900	2 581 364	2 433 711

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93	6 500	6 500	
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	(12 740)	(12 740)	4 423 354
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			204 819
Réseau de distribution de l'eau potable	108			825 724
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			1 451 824
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125	4 427	4 427	
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			93 060
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	(1 813)	(1 813)	6 998 781

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	1 400 000	1 981 984	1 981 984
Fonds de développement des territoires	136			1 557 874
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137			
Dotations spéciales de fonctionnement	138	649 100	648 253	648 253
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139			
Autres	140		6 546 247	6 546 247
	141	2 049 100	9 176 484	9 176 484
TOTAL DES TRANSFERTS	142	3 809 000	11 756 035	10 990 366

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS	2020	2020	2020	2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPALUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	143	65 000	66 958	61 221
Évaluation	144			
Autres	145	7 500	32 535	47 213
	146	72 500	99 493	108 434
Sécurité publique				
Police	147			
Sécurité incendie	148	45 200	249 265	158 410
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	45 200	249 265	158 410
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158	861 500	951 175	832 989
Réseau de distribution de l'eau potable	159	2 900	(1 253)	7 148
Traitement des eaux usées	160	24 900	24 895	24 895
Réseaux d'égout	161	5 000	(7 501)	15 321
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	164			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	894 300	967 316	880 353

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179	2 964	2 964	59 536
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181	87 200	139 859	86 468
	182	87 200	142 823	146 004
Réseau d'électricité	183			
	184	1 099 200	1 458 897	1 293 201

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2020	2020	2020	2019
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	185	37 500	33 033	43 358
Évaluation	186			
Autres	187	376 100	311 929	220 069
	188	413 600	344 962	263 427
Sécurité publique				
Police	189	838 900	697 413	989 209
Sécurité incendie	190	238 600	34 111	15 596
Sécurité civile	191			
Autres	192			
	193	1 077 500	731 524	1 004 805
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194	800	(13 157)	13 519
Enlèvement de la neige	195	12 000	9 635	9 217
Autres	196	1 037 700	531 717	1 073 576
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197	139 300	113 011	194 396
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200			
Autres	201			
	202	1 189 800	641 206	1 290 708
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
	203			
Réseau de distribution de l'eau potable	204	15 000	34 300	16 940
Traitement des eaux usées	205			
Réseaux d'égout	206			6 573
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207		31 349	77 539
Matières recyclables	208	12 000	11 317	11 176
Autres	209			
Cours d'eau	210			
Protection de l'environnement	211			
Autres	212			
	213	27 000	76 966	112 228

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216			
	217			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	218			
Rénovation urbaine	219		155	5 214
Promotion et développement économique	220	1 048 200	1 061 175	1 042 423
Autres	221			
	222	1 048 200	1 061 330	1 047 637
Loisirs et culture				
Activités récréatives	223	706 600	296 740	1 076 252
Activités culturelles				
Bibliothèques	224	17 400	5 567	18 681
Autres	225	367 700	37 046	487 234
	226	1 091 700	339 353	1 582 167
Réseau d'électricité	227			
	228	4 847 800	3 195 341	5 300 972
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	5 947 000	4 654 238	6 594 173

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	230	1 310 900	1 235 959	763 551
Droits de mutation immobilière	231	5 684 000	8 688 448	6 982 108
Droits sur les carrières et sablières	232			
Autres	233			
	234	6 994 900	9 924 407	7 745 659
AMENDES ET PÉNALITÉS	235	4 524 800	3 258 578	4 242 592
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	236			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	237	1 100 000	656 725	1 535 772
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238		(19 592)	71 224
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239		200 914	118 643
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			
Contributions des promoteurs	241		5 085 642	7 508 507
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243	53 900	134 914	175 102
Autres contributions	244			
Redevances réglementaires	245		69 195	
Autres	246	80 000	194 239	323 468
	247	133 900	5 665 312	8 196 944
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	248			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 738 700	1 311 805	37 808	1 349 613	1 349 613	1 594 705
Greffe et application de la loi	2	2 813 600	2 659 032	74 656	2 733 688	2 733 688	2 750 560
Gestion financière et administrative	3	9 311 400	8 510 645	104 113	8 614 758	8 614 758	8 661 051
Évaluation	4	699 400	710 843		710 843	710 843	834 004
Gestion du personnel	5	2 139 400	2 189 358	7 932	2 197 290	2 197 290	2 049 015
Autres							
▪ Autres	6	2 923 600	(66 213)	478 457	412 244	412 244	3 743 432
▪	7						
	8	19 626 100	15 315 470	702 966	16 018 436	16 018 436	19 632 767
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	25 008 000	25 515 617	583 731	26 099 348	26 099 348	23 969 432
Sécurité incendie	10	8 761 000	9 253 250	400 018	9 653 268	9 653 268	8 815 700
Sécurité civile	11	24 100	166 710	1 679	168 389	168 389	12 399
Autres	12	914 200	853 433		853 433	853 433	906 759
	13	34 707 300	35 789 010	985 428	36 774 438	36 774 438	33 704 290
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	6 331 400	6 542 439	11 742 119	18 284 558	18 284 558	17 799 740
Enlèvement de la neige	15	10 872 700	9 995 918	437 478	10 433 396	10 433 396	12 103 062
Éclairage des rues	16	1 002 000	874 110	497 703	1 371 813	1 371 813	1 370 446
Circulation et stationnement	17	1 738 400	1 468 029	321 390	1 789 419	1 789 419	1 757 615
Transport collectif							
Transport en commun	18	4 539 600	4 548 737	156 604	4 705 341	4 705 341	3 548 704
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	24 484 100	23 429 233	13 155 294	36 584 527	36 584 527	36 579 567

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	3 543 100	3 725 688	1 059 189	4 784 877	4 784 877	4 132 823
Réseau de distribution de l'eau potable	24	2 841 000	2 725 721	2 657 069	5 382 790	5 382 790	5 297 104
Traitement des eaux usées	25	1 063 300	2 018 651	1 713 585	3 732 236	3 732 236	3 104 074
Réseaux d'égout	26	1 669 700	1 321 779	2 074 009	3 395 788	3 395 788	(1 866 689)
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	2 061 600	2 012 511	7 096	2 019 607	2 019 607	2 618 104
Élimination	28	1 329 500	1 092 379	632	1 093 011	1 093 011	1 190 991
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	1 641 900	1 621 745	182 768	1 804 513	1 804 513	1 823 614
Tri et conditionnement	30	703 100	661 204		661 204	661 204	660 275
Matières organiques							
Collecte et transport	31	997 000	956 888		956 888	956 888	456 846
Traitement	32	281 800	370 046		370 046	370 046	171 925
Matériaux secs	33	96 100	60 148		60 148	60 148	47 139
Autres	34	445 600	488 543		488 543	488 543	377 472
Plan de gestion							
Autres	36						
Cours d'eau							
Autres	37						
Protection de l'environnement							
Autres	38						
Autres	39	195 200	177 892		177 892	177 892	216 159
	40	16 868 900	17 233 195	7 694 348	24 927 543	24 927 543	18 229 837
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	689 800	507 172		507 172	507 172	684 446
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	43 600	43 479		43 479	43 479	51 395
	44	733 400	550 651		550 651	550 651	735 841

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	3 769 700	3 368 315	18 553	3 386 868	3 386 868	2 633 350
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46			4 929	4 929	4 929	4 293
Autres biens	47		67 672		67 672	67 672	461 509
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	810 700	974 979		974 979	974 979	167 762
Tourisme	49	37 700	21 067		21 067	21 067	30 188
Autres	50	102 100	54 933	10 614	65 547	65 547	47 444
Autres	51		76 631	11 617	88 248	88 248	35 342
	52	4 720 200	4 563 597	45 713	4 609 310	4 609 310	3 379 888
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 044 500	1 045 393	78 897	1 124 290	1 124 290	1 121 213
Patinoires intérieures et extérieures	54	4 551 600	4 355 859	146 550	4 502 409	3 763 633	3 894 220
Piscines, plages et ports de plaisance	55	248 700	275 514	10 552	286 066	286 066	440 328
Parcs et terrains de jeux	56	4 820 100	4 101 765	2 384 992	6 486 757	6 486 757	6 855 330
Parcs régionaux	57	335 200	177 312		177 312	536 469	430 941
Expositions et foires	58						720
Autres	59	982 400	711 093		711 093	711 093	729 618
	60	11 982 500	10 666 936	2 620 991	13 287 927	12 908 308	13 472 370
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	1 642 200	1 172 745	157 699	1 330 444	1 330 444	1 616 941
Bibliothèques	62	3 005 700	3 061 973	159 901	3 221 874	3 221 874	2 923 021
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	80 400	4 065	30 119	34 184	34 184	15 300
Autres ressources du patrimoine	64	38 900	25 986		25 986	25 986	42 807
Autres	65	1 607 200	729 130	4 650	733 780	733 780	1 353 175
	66	6 374 400	4 993 899	352 369	5 346 268	5 346 268	5 951 244
	67	18 356 900	15 660 835	2 973 360	18 634 195	18 254 576	19 423 614

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	7 449 500	7 069 918		7 069 918	7 464 099	7 720 544
Autres frais	70	614 300	674 808		674 808	702 746	661 409
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71		(10 000)		(10 000)	(10 000)	(37 000)
Autres	72		766		766	766	760
	73	8 063 800	7 735 492		7 735 492	8 157 611	8 345 713
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	25 604 900	25 557 109	(25 557 109)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMMOBILISATIONS				
	Infrastructures			
	Conduites d'eau potable	1 810 777	1 810 777	2 770 042
	Usines de traitement de l'eau potable	174 579	174 579	40 429
	Usines et bassins d'épuration			
	Conduites d'égout	2 912 340	2 912 340	3 734 813
	Sites d'enfouissement et incinérateurs			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	11 165 091	11 162 933	11 132 350
	Ponts, tunnels et viaducs			4 961
	Systèmes d'éclairage des rues	2 531 505	2 531 505	1 880 350
	Aires de stationnement			7 849
	Parcs et terrains de jeux	5 477 808	5 477 808	1 960 125
	Autres infrastructures	1 044	1 044	
	Réseau d'électricité			
	Bâtiments			
	Édifices administratifs	355 214	355 214	4 256 615
	Édifices communautaires et récréatifs	3 534 833	3 469 750	658 527
	Améliorations locatives			230 381
	Véhicules			
	Véhicules de transport en commun			
	Autres	872 287	885 398	424 423
	Ameublement et équipement de bureau	1 153 853	1 155 024	628 075
	Machinerie, outillage et équipement divers	302 483	297 884	712 811
	Terrains	622 646	612 366	1 339 696
	Autres	515 914	515 914	1 417 469
		31 430 374	31 362 536	31 198 916

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>				
	Infrastructures autres que pour nouveau développement			
	Conduites d'eau potable	1 030 139	1 030 139	1 610 778
	Usines de traitement de l'eau potable	174 579	174 579	40 429
	Usines et bassins d'épuration			
	Conduites d'égout	1 393 231	1 393 231	2 366 228
	Autres infrastructures	9 617 869	9 617 869	11 754 088
	Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
	Conduites d'eau potable	780 638	780 638	1 159 264
	Usines de traitement de l'eau potable			
	Usines et bassins d'épuration			
	Conduites d'égout	1 519 109	1 519 109	1 368 585
	Autres infrastructures	9 557 579	9 555 421	3 231 547
	Autres immobilisations	7 357 230	7 291 550	9 667 997
		31 430 374	31 362 536	31 198 916

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	6 605 798		2 229 883	4 375 915
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	72 857 593	9 935 850	15 509 153	67 284 290
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	164 803 398	36 192 989	32 396 491	168 599 896
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	244 266 789	46 128 839	50 135 527	240 260 101
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	12 201 169	306 399	1 397 712	11 109 856
Organismes municipaux	10	43 652			43 652
Autres tiers	11				
	12	12 244 821	306 399	1 397 712	11 153 508
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13	55 288	82 187		137 475
	14	12 300 109	388 586	1 397 712	11 290 983
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	12 300 109	388 586	1 397 712	11 290 983
	19	256 566 898	46 517 425	51 533 239	251 551 084
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	256 566 898	46 517 425	51 533 239	251 551 084

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	237 254 209
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	11 366 705
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	4 375 915
Débiteurs	9	11 153 508
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	137 475
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	7 789 961
Autres		
▪	13	
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	225 164 055
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	16	
Endettement net à long terme	17	225 164 055
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	6 574 052
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	5 748 000
Endettement total net à long terme	21	237 486 107
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	237 486 107
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
Administration générale				
Grefe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	346 000	172 463	322 206
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5		(14 014)	14 632
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	3 917 700	3 798 640	2 685 995
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	232 800	333 565	255 562
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	16 600	(16 335)	818
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20		12 333	46 675
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	2 585 200	2 440 222	(172 659)
Activités culturelles	23	179 300		139 847
Réseau d'électricité				
	24			
	25	7 277 600	6 726 874	3 293 076

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Rémunération	1	949 547	740 680
Charges sociales	2	208 663	169 968
Biens et services	3	30 272 164	30 415 150
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	31 430 374	31 325 798

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	124,00	35,00	226 758,00	*****	*****	*****
Professionnels	2	1,00	31,50	1 640,00	*****	*****	*****
Cols blancs	3	231,00	31,50	342 227,00	*****	*****	*****
Cols bleus	4	164,00	39,00	333 151,00	*****	*****	*****
Policiers	5	125,00	37,80	245 725,00	*****	*****	*****
Pompiers	6	50,00	42,00	103 565,00	*****	*****	*****
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	695,00		1 253 066,00	*****	*****	*****
Élus	9	13,00			622 671	237 500	860 171
	10	708,00			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		1 445			1 445
Réseau de distribution de l'eau potable	13		74 262			74 262
Traitement des eaux usées	14		68 659			68 659
Réseaux d'égout	15		116 752			116 752
Autres	16		11 476 829	22 401	(4 313)	11 494 917
	17		11 737 947	22 401	(4 313)	11 756 035

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	1 612	2 226
Évaluation	2		
Autres	3	316 055	218 942
	4	317 667	221 168
Sécurité publique			
Police	5	89 503	88 016
Sécurité incendie	6	56 330	58 296
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	145 833	146 312
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	3 345 256	3 403 100
Enlèvement de la neige	11	44 275	48 410
Autres	12	417 185	402 300
Transport collectif	13	95 264	106 567
Autres	14		
	15	3 901 980	3 960 377
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	402 401	547 314
Réseau de distribution de l'eau potable	17	850 252	946 446
Traitement des eaux usées	18	93 077	162 757
Réseaux d'égout	19	604 074	615 812
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	(43)	(110)
Matières recyclables	21	30 388	5 340
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	(26)	(66)
	26	1 980 123	2 277 493
Santé et bien-être			
Logement social	27	397	660
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	397	660
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	35 419	36 219
Rénovation urbaine	32	16 918	22 898
Promotion et développement économique	33	25 791	147 798
Autres	34		
	35	78 128	206 915
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	1 281 632	1 044 768
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	12 969	16 031
Autres	38	16 763	20 763
	39	1 311 364	1 081 562
Réseau d'électricité			
	40		
	41	7 735 492	7 894 487

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
	Maire	131 893	17 044		
	Conseiller - Base	22 956	11 478		
	Mandataire	9 685	4 843		
	Membres du comité exécutif	9 685	723		
	Maire suppléant	9 685	723		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | |
|--|---|--------------------------|--|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | 6 000 000 \$ | |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 | <input type="checkbox"/> | 3 <input checked="" type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | |
|---|----|--------------------------|---------------------------------------|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <input type="checkbox"/> | 6 <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 | 7 | _____ | \$ |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 | <input type="checkbox"/> | 9 <input checked="" type="checkbox"/> |
| 5. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes : | | | |
| Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille | 10 | _____ | \$ |
| Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement | 11 | _____ | \$ |
| Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille | 12 | _____ | \$ |
| Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value | 13 | _____ | \$ |
| Ligne 12 : Placements de portefeuille | 14 | _____ | \$ |
| Ligne 13 : Débiteurs | 15 | _____ | \$ |
| Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement | 16 | _____ | \$ |
| Ligne 15 : Provision pour moins-value | 17 | _____ | \$ |
| Ligne 18 : Créiteurs et charges à payer | 18 | _____ | \$ |
| Ligne 19 : Revenus reportés | 19 | _____ | \$ |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 20 21
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 22 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 23 24
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020 25 8 688 448 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 26 27
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 28 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 29 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 31 _____ \$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 32 33
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 34 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36 37
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 38 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 39 40
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 41 _____ \$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 42 43
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 44 _____ \$
- b) autres formes d'aide 45 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020 46 _____ \$
- Facteur comparatif de 2020 47 _____
- Valeur uniformisée 48 _____ \$
11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 49 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 50 _____ \$
 - Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 51 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 52 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 53 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 54 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 55 _____
12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? 56 57
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 58 _____ CM13455
- b) Date d'adoption de la résolution 59 _____ 2019-12-17
13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 60 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 61 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 62 _____
- d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) : 63 _____
- Indiquer la race de chien
- e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) : 64 _____
- a causé sa mort

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 _____

67 _____

Dispositions pénales

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)
- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

68 _____

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Saint-Jérôme | 75017 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la secrétaire-trésorière de la
Ville de Saint-Jérôme,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la VILLE DE SAINT-JÉRÔME (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la *Loi sur les cités et villes* (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau

La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés



CATHERINE MILLETTE, CPA auditrice, CA
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Saint-Jérôme, 10 mai 2021

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	117 772 915
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	329 255
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	198 582
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	24 423 421
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	430 740
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	92 720 172

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	7 952 258 923
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	7 998 490 422
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	7 975 374 673

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	1,1626 / 100 \$
--	----	------------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité**OUI NON S.O.**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

9 10 11

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

12 13 14

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

18 19 20

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

21 22

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	76 669 400
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	17 462 800
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	4 892 700
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	274 800
	9	99 299 700

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	6 085 700
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	3 115 200
Matières résiduelles	13	5 719 600
Autres		
▪ Vidange fosses septiques	14	297 500
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	384 000
Service de la dette	18	3 828 700
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	19 430 700
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	19 430 700
	27	118 730 400

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	2 469 500
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	2 469 500

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	1 632 900
Cégeps et universités	7	845 300
Écoles primaires et secondaires	8	2 211 900
	9	4 690 100

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	7 159 600

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	154 200
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	154 200

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	422 600
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	422 600

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	7 736 400

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	5 787 923 930	x 0,6310 /100 \$	36 521 800				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	864 770 206	x 0,6310 /100 \$	5 456 700				
Immeubles non résidentiels	4	1 198 368 421	x 2,4700 /100 \$	29 798 300				
Immeubles industriels	5	137 475 872	x 2,6940 /100 \$	3 703 600				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	95 522 979	x 1,2620 /100 \$	1 205 500				
Immeubles agricoles	8	6 703 645	x 0,6310 /100 \$	42 300				
Total	9			76 728 200	(58 800)	()		76 669 400
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	10	8 090 765 053	x 0,2170 /100 \$	17 462 800				
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	11		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	12		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	13		x /100 \$					
Immeubles industriels	14		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	15		x /100 \$					
Autres	16		x /100 \$					
Immeubles agricoles	17		x /100 \$					
Total	18			17 462 800	()	()		17 462 800

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	19	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	20	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	21	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	22	x	/100 \$					
Immeubles industriels	23	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Autres	25	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	26	x	/100 \$					
Total	27			()	()			
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	29	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	30	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	31	x	/100 \$					
Immeubles industriels	32	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33	x	/100 \$					
Autres	34	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	35	x	/100 \$					
Total	36			()	()			
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37	x	%	()	()			

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	<u>160,00</u>	\$
Égout	2	<u> </u>	\$
Eau et égout	3	<u> </u>	\$
Traitement des eaux usées	4	<u>87,00</u>	\$
Matières résiduelles	5	<u>145,00</u>	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Vidange de fosse septique	77,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité de résidence

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	118 730 400
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u> </u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	198 600
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	24 815 323
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	384 000
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>93 332 477</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE	11	<u>8 090 765 053</u>
---	-----------	-----------------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)	12	<u>1,1536</u> / 100 \$
--	-----------	-------------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	29 739 500	3 703 600		1 205 500	5 456 700	42 300
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	29 739 500	3 703 600		1 205 500	5 456 700	42 300

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	53 984 600			94 132 200
De secteur	2	4 892 700			4 892 700
Autres	3			274 800	274 800
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	3 828 700			3 828 700
Autres	5	15 218 000			15 218 000
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	77 924 000		274 800	118 346 400

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	47 232	\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-15	
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	157 408 800	\$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	18 734 600	\$
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	7 238 400	\$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	2 958 000	\$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Lison Lefebvre, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Saint-Jérôme pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 18 mai 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Saint-Jérôme.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Saint-Jérôme consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Saint-Jérôme détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-05-10 10:00:16

Date de transmission au Ministère :